

Tireur fou de Paris : la dernière manipulation gouvernementale ?



Les terrains économiques et sociaux étant depuis des mois devenus de véritables champs de mines pour le gouvernement, dans une république au bord de l'implosion. Il devenait donc impératif pour le Parti socialiste de trouver un moyen de détourner l'opinion publique des problèmes prioritaires pour les Français : « l'affaire du tireur fou » qui s'est introduit dans les locaux de BFMTV, de Libération et de la Société Générale, blessant grièvement un pigiste du quotidien de gauche, pourrait conclure une grande manipulation aux relents barbouzards montée crescendo depuis plusieurs semaines. Cette

affaire occupe en effet la quasi-totalité de l'espace médiatique depuis ce matin, laissant une actualité pourtant extrêmement chargée en second plan, alors que des fusillades éclatent par exemple chaque semaine dans les quartiers nord de Marseille, sans que des chasses à l'homme de cette ampleur soient déclenchées. Comment expliquer qu'un homme armé d'un simple fusil de chasse puisse passer du siège de la Société Générale à celui de Libération (en ayant été le vendredi précédent dans celui de BFMTV) tout en braquant un automobiliste sur les champs Élysées sans être interpellé dans les quelques minutes, voire heures qui suivent son méfait ? Comment expliquer la passivité (ou l'amateurisme, ce qui serait plus grave en terme de sécurité publique) manifeste des autorités ? N'y a il rien d'étrange à ce qu'une tuerie de masse n'ait pas eu lieu (un homme est néanmoins grièvement blessé) alors que les premiers témoignages parlent d'un homme froid et déterminé. Rapidement également, le type « Européen » de l'individu a été révélé, comme si quelqu'un cherchait à guider l'opinion petit à petit vers quelque chose de bien précis, nous y reviendrons plus tard.

Concernant les grandes manipulations « républicaines », les premières mèches avaient déjà été allumées, en juin dernier, après qu'un militant d'extrême gauche est décédé des suites d'une rixe comme il en arrive tous les jours en France. L'extrême droite avait été pointée du doigt, et chacun à gauche d'hurler au retour de la bête immonde, à l'assassinat organisé, à la vague brune...

Cette affaire Méric avait permis à l'époque à Manuel Valls de dissoudre des groupuscules sans influence réelle sur la scène politique, et à une certaine presse proche du pouvoir de se faire le relais à grands coups de reportages de ce « nouvel ennemi public numéro 1 » que constituait dès lors, le militant d'extrême droite, quel qu'il soit, histoire d'effrayer la population. Mais les leçons de Carpentras ont été assimilées, et la situation économique et sociale de la France fait

qu'aujourd'hui, ces tentatives de manipulation et de déstabilisation de l'opinion ne sont peu ou plus audibles (ce que peinent à comprendre de nombreuses personnalités UMP ou centristes qui sont souvent les premiers à tomber dans les pièges de la surenchère médiatique et politique tendus par la gauche) et n'entraînent aucune réaction populaire, hormis le fait de petites minorités sponsorisées. Alors que la révolte gronde, partie de Bretagne avec les Bonnets rouges pour l'emploi et contre le matraquage fiscal, mais étendue désormais à d'autres régions et à d'autres champs de luttes (équitable, mariage homosexuel, GPA, défense de l'identité.) alors que de nombreux experts n'excluent plus l'insurrection en France, le gouvernement se doit aujourd'hui d'abattre les dernières cartes qui peuvent encore sauver la République : Et cette carte est celle de la traditionnelle lutte contre le racisme, 30 ans après SOS Racisme et « la marche des beurs », il s'agissait à nouveau de mobiliser l'opinion contre la « pire menace » qui pèserait aujourd'hui sur la République. Du discours de François Hollande lors du 11 novembre, sur l'intolérance et le racisme, à la une de l'hebdomadaire Minute sur Christiane Taubira, dont la classe médiatique et politique s'est unanimement indignée, en passant par le tueur fou de Paris ce jour ou encore le « noyautage » dont aurait été victime le mouvement social des Bonnets rouges de la part de l'extrême droite, tout semble actuellement en œuvre pour focaliser l'opinion, non plus sur la crise sociale, non plus sur la crise économique, non plus sur la crise identitaire et ethnique qui traverse la France de long en large, mais sur la menace que représenterait l'homme « de type européen », jugé raciste et dangereux, quasiment par nature à écouter certains responsables politiques et associatifs.

Si ce soir ou demain, on découvrait que le tireur fou de Paris avait participé à quelques « Manifs pour tous » ou avait eu sa carte au Front national durant l'année 2003, peut-être serait-il en premier lieu temps, avant que la gauche et l'extrême gauche n'embraient tous azimuts en demandant de grandes

manifestations populaires et des lois d'exception contre tels ou tels partis ou idées, de s'interroger sur les manipulations qui sont à l'œuvre depuis des mois dans l'ombre du pouvoir. □ Des policiers en civils identifiés pendant plusieurs manifestations de type « manif pour tous » ou « bonnets rouges » en train d'exciter l'opinion, de ficher, de provoquer, au retour des opérations de type barbouzardes, il n'y a qu'un pas, qu'un gouvernement au bord du précipice pourrait fort bien être tenté de faire, comme un ultime recours, un dernier coup de force.

Yann Vallerie